

Lettre au Secrétariat européen, par Felix Morrow

10 juillet 1945

Au Secrétariat européen

J'insiste auprès de vous sur la nécessité d'entreprendre une nouvelle approche de la situation, toute différente de celle que l'on trouve dans vos thèses de février 1944 et la résolution de janvier 1945.

Pour entrer tout de suite dans le vif de la question, ce qui était faux dans les thèses et la résolution, c'est que ses auteurs étaient ensorcelés par la situation « *objectivement révolutionnaire* ». C'est vrai qu'on peut trouver un ou deux paragraphes où ils reconnaissent bien qu'il faut un parti révolutionnaire. Mais même ces paragraphes-là révèlent le caractère erroné de l'approche d'ensemble. Tout le poids des documents vise à décrire le caractère révolutionnaire de la situation, et ensuite, presque enfoui dans ce tableau flamboyant de la révolution qui vient (et a déjà commencé) : « *La seule chose qui manque dans les principaux pays d'Europe, c'est de véritables partis révolutionnaires* ».

Le résultat inévitable d'une telle approche est que votre conception des perspectives est dictée par votre préoccupation de la situation « *objectivement révolutionnaire* » et n'est même pas modifiée par le fait que vous reconnaissez le besoin d'un véritable parti révolutionnaire.

Pour le démontrer, laissez-moi citer quelques exemples des thèses de février 1944 :

1. « *Avec une nécessité inexorable, la guerre impérialiste se développe vers sa transformation inévitable en guerre civile* ». Ici, l'exhortation de Lénine à transformer la guerre impérialiste en guerre civile est devenue une fonction objective du processus social indépendamment de l'intervention du parti révolutionnaire (qui, en fait, n'existe pas encore).

2. Etendant cette situation objectivement révolutionnaire à l'Union soviétique, vous concluez que « *le développement rapide des événements révolutionnaires et la situation en URSS vont créer toutes les conditions pour une rupture entre les masses et les dirigeants staliniens* ». Mais cette rupture à l'intérieur de l'Union soviétique peut-elle se produire sans la direction d'un parti révolutionnaire ? Et existe-t-il un tel parti ? Vous ne mentionnez même pas ici le problème du parti révolutionnaire en Union soviétique. Faisant de la révolution une fonction objective du processus social, vous en arrivez à l'idée ahurissante que « *l'utilisation à une grande échelle de l'Armée rouge comme force contre-révolutionnaire est exclue* », et que la bureaucratie soviétique sera incapable « *de contrôler les mouvements révolutionnaires que l'occupation et même l'approche de l'Armée rouge vont déclencher dans les pays d'Europe centrale et orientale* ».

3. « *La révolution allemande demeure la colonne vertébrale de la révolution européenne* ». « *Les masses ne se borneront pas à quelques conquêtes illusoire. Le prolétariat allemand, plus fort que jamais numériquement, plus concentré que jamais, jouera dès le début un rôle décisif. Les comités de soldats dans l'armée et les conseils d'ouvriers et de paysans à l'arrière se dresseront pour opposer au pouvoir bourgeois le pouvoir du prolétariat. Il existera les conditions les plus favorables pour une victoire du mouvement révolutionnaire* ». Vous écrivez tout cela sans même une seule référence au fait que le prolétariat allemand commencera à vivre après la défaite des nazis, sous l'occupation militaire et sans parti révolutionnaire, et sans faire la moindre tentative pour apprécier le niveau de conscience de classe du prolétariat allemand après onze ans de nazisme. N'est-ce pas un clair exemple

de la façon d'apprécier un développement révolutionnaire sur la seule base des facteurs objectifs, sans tenir compte des facteurs subjectifs ? (Et vous négligez le facteur objectif qu'est l'occupation militaire).

Tout à fait consterné quand j'ai vu pour la première fois cette approche erronée dans les thèses, je me suis consolé en pensant qu'elles avaient été écrites dans les conditions de l'occupation nazie, où on manquait tant d'informations et où il y avait un impérieux besoin d'entretenir pour l'avenir de grands espoirs. Mais la résolution de janvier 1945, écrite dans des conditions tout à fait différentes, commence par confirmer les perspectives de février 1944, répète la formule sur « *la nécessité inexorable* » qui transforme la guerre impérialiste en guerre civile, etc.

Elle a été écrite par vous après la terrible défaite en Grèce et pourtant vous écrivez : « *Les récents événements en Belgique et en Grèce constituent la première phase de la révolution qui a effectivement commencé dans ces pays* ». La défaite devient la preuve de « *la première vague de la révolution qui a commencé* ». Ce pourrait être vrai si la révolution était une fonction objective du processus social. Mais comme elles sont faites par des ouvriers de chair et de sang, la défaite grecque s'est révélée très dissuasive pour les ouvriers d'Europe, pesant lourdement sur eux en suggérant que leurs luttes pourraient connaître le même sort, et pesant d'autant plus qu'il n'existe pas de parti révolutionnaire (c'est-à-dire un parti assez grand pour les atteindre et s'en faire écouter) pour leur expliquer pourquoi le prolétariat grec a été battu, alors que ce n'était pas fatal, essentiellement à cause du stalinisme.

J'espère avoir prouvé mon affirmation que les thèses et la résolution reposent sur une conception fautive. J'ajouterai que la prochaine résolution du Secrétariat européen ne devrait pas en toute honnêteté passer sous silence les erreurs des premiers documents mais au contraire les relever et expliquer pourquoi elles ont été commises.

Ce qui est nécessaire de façon urgente aujourd'hui c'est de tirer toutes les conséquences nécessaires du fait que nos cadres sont peu nombreux et que les grandes masses, dans la mesure où elles sont politiquement actives, suivent les partis socialiste et communiste. Cette façon d'aborder les problèmes, si elle est systématiquement employée, n'ignore pas la situation objective mais la subordonne en la mettant à sa place.

Une des premières conclusions à tirer est — nous devons le dire ouvertement — que l'on ne peut comparer la situation actuelle avec le lendemain de la dernière guerre. Nous ne répétons pas 1917-1923. Nous sommes dans une situation bien plus arriérée.

A l'époque, la révolution d'Octobre faisait toute la différence. Elle était l'inspiration pour la révolution allemande. Cela signifiait que, sous l'inspiration de l'exemple du parti bolchevique russe on pourrait très rapidement créer, bien que partant presque de zéro, des partis révolutionnaires de masse en Allemagne, France, etc.

Maintenant cependant nous ne pouvons nous attendre à un tel processus, Au lieu de partis révolutionnaires de masse affrontant des partis réformistes de dimension à peu près égale, notre petit nombre de cadres est confronté à des partis révolutionnaires de masses. En France, nos quelques centaines affrontent un parti stalinien de presque un million ! Dans ces conditions pouvons-nous passer directement à la construction d'un parti révolutionnaire ? Ou nous faut-il entrer dans un des partis réformistes, y constituer une fraction et travailler en direction d'une scission d'où nous sortirions avec des forces suffisantes pour commencer sérieusement à construire le parti révolutionnaire ?

Il est certainement trop tard pour poser cette question. On aurait dû la poser il y a deux ans, certainement il y a un an. Au plénum d'octobre 1943 il était déjà clair pour moi que les événements d'Italie démontraient que, dans toute l'Europe, les partis communistes et socialistes émergeraient comme les partis des masses, mais je n'ai pas tiré les conclusions de ce fait concernant la question : parti ou fraction. Il est bien entendu impossible de répondre pour tous les pays de façon uniforme sur la base de la situation générale. Mais j'affirme qu'en Italie où le PS dispose de masses énormes, nos camarades n'auraient jamais dû former un parti mais auraient dû aller (dans la majorité des cas, auraient dû rester) dans le Parti socialiste. J'affirme aussi que ce serait une terrible erreur si nos camarades allemands essayaient de former tout de suite en Allemagne un parti à eux ; leur place est dans le parti socialiste.

En Belgique le Parti ouvrier est encore le parti des masses. Je suis sûr que dans la fraternité des jours de la libération, nos camarades auraient pu y entrer en tant que fraction, avec leur propre journal, Aujourd'hui, pas de doute que ce serait bien plus difficile, mais j'ai idée qu'on pourrait encore le faire. En tout cas, je propose qu'on étudie cette question sans préjugé et avec un froid réalisme.

En France, le problème est peut-être plus compliqué. Mais au lieu de considérer les difficultés, regardons froidement le fait que notre parti est ridiculement petit. Peut-être que l'entrée directe dans la SFIO ne serait pas possible, mais on peut trouver une autre voie — par exemple, par un accord avec l'aile Malraux du MLN.

Je n'affirme pas a priori que l'entrée est impérative et qu'elle peut être réalisée dans tous les pays cités. Une enquête, de vous et de ceux qui sont dans ces pays devrait déterminer les faits. Mais ce que je réclame, c'est qu'on reconnaisse réellement le problème et une enquête sérieuse sans réserve d'avance.

Si le coût de l'entrée est dans certains cas la perte temporaire d'un organe public de fraction et/ou aucune garantie contre l'entrée, rappelez aux camarades qu'aux EU nous sommes entrés sans aucun organe et sans fraction reconnue. Pendant un temps, nous étions dans un « caucus » avec ces misérables prétendus Militants qui nous accordaient à peu près un article inoffensif par mois dans leurs organes hebdomadaire et mensuel. Deux ou trois bonnes brochures peuvent servir de substitut à un organe public de fraction pendant un temps. Il serait très avantageux de vivre pendant un temps dans une des fractions « de gauche » au lieu d'en avoir ouvertement une à nous.

En tant que membres loyaux du parti socialiste, vous pourrez entrer directement en contact avec les ouvriers du parti communiste, ce qui ne vous est guère possible aujourd'hui.

Je pourrais continuer sur cette question mais j'abandonne tout commentaire jusqu'à ce que je puisse saisir concrètement vos objections, s'il y en a.

Que ce soit dans le parti socialiste ou à l'extérieur, la façon première d'aborder les membres des partis socialiste et communiste doit être adaptée non à notre estimation de la situation mais à leur conscience. Tous les camarades seront d'accord avec cette formule générale, mais peut-être pas avec tous les exemples que je propose.

Un exemple est la question de la monarchie en Italie et en Belgique.

J'aimerais savoir pourquoi le programme d'action du parti belge se tait sur la monarchie. Si ma mémoire est bonne, la revendication d'une république démocratique était dans le programme d'action de 1934-36. Pourquoi n'est-elle pas dans l'actuel ? Le problème des problèmes est d'arracher les masses au PS et au PC. La façon de le faire est l'une des questions politiques vitales qui se posent maintenant et qui apparaissent vitales aux masses, et non pas les questions que nous jugeons vitales.

Même depuis l'expulsion des nazis et avec Léopold (1) hors du pays, la question de son retour remuait. Il semble clair que les masses avaient là-dessus un sentiment très fort. Quand il a essayé de revenir, que devons-nous faire ? Condamner les ministres du PS et du PC pour avoir dit qu'ils démissionneraient s'il revenait et revendiquer au contraire qu'ils restent dans le gouvernement, en chassent les ministres royalistes, arrêtent la famille royale et proclament la république démocratique. En d'autres termes, transformer la querelle sur Léopold en question de l'abolition de la monarchie. Ce serait en concordance avec les sentiments des masses et leur apparaîtrait comme une revendication raisonnable et réalisable adressée à leurs dirigeants.

Les thèses du Secrétariat européen s'étendent longuement sur l'Italie mais là pas plus que dans la résolution il n'y a de référence à la revendication de république démocratique en Italie. Pourtant la question y est posée de façon encore plus aiguë qu'en Belgique, de façon si aiguë que le PS et le PC doivent l'admettre du bout des lèvres. Heureusement notre parti italien comprend cette question : la revendication de la république démocratique figure dans son programme d'action. Mais je crains qu'il ne soit trop isolé des masses pour aller jusqu'au bout (et peut-être le fait qu'ils n'y sont pas encouragés par le reste de l'Internationale fait que les camarades italiens hésitent à se concentrer sur cette revendication). Si nous avons une fraction dans le PS, ce pourrait être très fructueux que d'opposer le comportement présent à l'égard de la monarchie des ministres socialistes avec leur reconnaissance verbale de la lutte contre la monarchie ; exiger que la presse du PS et du PC se concentre sur la revendication de mettre bas la monarchie ; demander des manifestations pour obliger Umberto à abdiquer, etc.

La question de la monarchie nous permettrait de dire aux membres du PS et du PC : vos dirigeants promettent de vous conduire un jour au socialisme et en même temps soulignent les difficultés qui empêchent d'y aller maintenant ; mais ces difficultés ne nous empêchent pas d'en finir maintenant avec la monarchie ; les dirigeants et un programme qui ne peut même pas se débarrasser de la monarchie, peut-on leur faire confiance pour nous conduire au socialisme ?

Je donne l'exemple de la question de la monarchie seulement parce qu'elle manque de façon éclatante dans vos documents. Mais même les revendications démocratiques que vous mentionnez, vous le faites de telle façon que je ne peux m'empêcher de penser que c'est pour la forme. Par exemple vous mentionnez la revendication d'Assemblée constituante mais vous vous dépêchez d'ajouter « *Par ailleurs, lancer de tels mots d'ordre au milieu d'une crise révolutionnaire, alors qu'il existe déjà réellement des éléments de double pouvoir serait la plus impardonnable des erreurs* ». De nouveau vous vous laissez fasciner par votre idée d'une situation « *objectivement révolutionnaire* » et sans considérer l'effet sur cette situation qui fait que le parti révolutionnaire n'est qu'un cadre minuscule. Dans un autre paragraphe, vous dites que « *dans la période actuelle le programme économique et démocratique "minimum" est très vite dépassé par la logique même de la lutte de classes elle-même* ».

Je puis hasarder une prédiction, chers camarades : que le programme « minimum » ne sera pas dépassé en France avant que vous ayez gagné le statut d'un parti légal et que *La Vérité* soit un journal légal.

Tout doit être subordonné à la lutte pour la légalisation aujourd'hui en France. Un ou deux numéros de *La Vérité* ont été excellents à cet égard, particulièrement celui qui était consacré à la lettre *Liberté de la Presse*. Mais ni de *La Vérité* ni d'une autre source, je n'ai eu l'impression que le parti français se battait réellement et systématiquement pour sa légalisation.

Un tel combat exige entre autres un comité de défense tout à fait légal au nom duquel agir. Je pense que je comprends un peu les difficultés à Paris aujourd'hui, mais je suis certain que certains hommes de lettres comme Gide, certains politico-littéraires comme Malraux, etc. peuvent être amenés à signer

de leurs noms comme membres d'un comité de défense ou d'une pétition réclamant la légalisation de *La Vérité*. Avec cette couverture légale, les membres du parti peuvent être mobilisés pour le porte-à-porte afin de réunir des noms. *La Vérité* ou son successeur peut être pleine de lettres soutenant votre campagne, non seulement de grands noms mais aussi des ouvriers ordinaires. Vous devriez demander aux partis anglais et américain de mettre en circulation ces pétitions rassemblant des hommes connus pour une pétition à de Gaulle pour la légalisation de *La Vérité*, et publier ce matériel en France. En un mot, les techniques habituelles du travail de défense.

Avant que vous puissiez espérer réussir une telle campagne, vous devez y croire et convaincre les membres du parti qu'elle est importante et qu'elle peut réussir. Pour ma part, j'en suis certain. Il n'existe aucun obstacle infranchissable. Si vous faites la campagne à fond, vous pouvez pourrir suffisamment la vie aux dirigeants SFIO et CGT pour qu'ils s'en occupent eux-mêmes — et ils ont de bonnes raisons qui leur sont propres de souhaiter de voir légaliser les trotskystes —, demander à quelqu'un de l'entourage de de Gaulle de s'occuper de cela. La France entre dans une période de parlementarisme ; si éphémère dût-il être et dans une telle période, vous devez être capables, si vous en comprenez la nécessité, de gagner votre légalisation.

Pendant le combat pour la légalisation, n'ayez pas peur de faire apparaître entièrement *La Vérité* pour un organe combattant pour rien de plus que la démocratie réelle. C'est un combat pour un grand enjeu aujourd'hui ! Ce devrait être une période où, au lieu de critiques négatives de la SFIO, du PC et de la CGT, vous devriez apparaître comme des gens qui les pressent de se lancer dans des actions positives. N'ayez pas peur si tous vos articles ne se terminent pas en disant que ces directions ne vont pas faire ce que vous proposez et que vous allez semer des illusions. Les illusions existent et vous ne pouvez rien y ajouter. Au contraire, si vous convainquez un ouvrier qu'on peut faire quelque chose de positif et que son parti ne le fasse pas, vous lui aurez enseigné à critiquer son parti.

Deux exemples. Appelez les organisations ouvrières à inspirer les ouvriers à se rassembler lors des votes aux élections en passant un accord entre elles pour l'élection d'un représentant des travailleurs comme président provisoire de la France. Prenez la revendication sans conviction de la Résistance en faveur de la démocratisation de l'armée et expliquez réellement sa nécessité profonde, la leçon en ce qui concerne les pétainistes, rassemblez toutes les histoires horribles sur les pétainistes qui dirigent encore l'armée, les royalistes etc. Expliquez l'urgent besoin de réunions politiques des soldats, leur besoin de se protéger en ayant des délégués. Ne prenez rien pour acquis mais discutez de chaque question comme si les ouvriers n'en avaient jamais entendu parler. Donnez-lui un vernis légal en demandant que les délégués ouvriers dans la prochaine assemblée l'incluent dans la nouvelle constitution. Au lieu de continuer, laissez-moi vous renvoyer au *Programme d'Action* de 1934 pour la France, pratiquement tout ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Mais avant de pouvoir l'appliquer, il faut vous débarrasser de toutes les traces d'une conception d'une « *situation objectivement révolutionnaire* » aujourd'hui. L'absence du parti révolutionnaire — et il est absent — change toute la situation. Au lieu de dire « *Il ne manque que le parti révolutionnaire* », nous devons dire au moins entre nous : « *L'absence de parti révolutionnaire transforme des conditions, qui autrement, seraient révolutionnaires, conditions dans lesquelles on doit combattre, sur le plan de l'agitation, pour les revendications les plus élémentaires* ».

Je dois m'arrêter là. Mais j'espère continuer bientôt.

Chaleureuses salutations,

Felix Morrow

Note :

(1). Le roi des Belges, **Léopold III** (1901-1983), avait signé, malgré son gouvernement, la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940. Les occupants l'avaient emmené en Allemagne.